

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 123 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2802 - Prix : 1€

**Mélenchon : les
calculs de LFI et les
intérêts des
travailleurs**

Page 4

**Castex à la pêche aux
voix**

Page 4

**PCR : Lettre à
Macron**

Page 5

**Scandales
alimentaires : les
récidivistes**

Page 6

Famine en Afrique

**Capitalistes
affameurs**

Page 9

Ukraine

**L'impérialisme fait la
guerre par peuple
interposé**

Page 11



Contre Macron et contre Le Pen, pour le camp des travailleurs !

Il est frappant de voir comment l'élection de dimanche prochain a rendu Macron et Le Pen préoccupés du sort des travailleurs. Il y a encore à peine dix jours, Macron disait qu'il imposerait la retraite à 65 ans. Il annonce maintenant qu'il est prêt à en rediscuter et à la ramener à 64 ans. Le Pen dit qu'elle fera « du social » et qu'avec elle, l'âge de la retraite sera maintenu à 60 ans... ou peut-être 61 ou 62 ans.

Mais quel que soit l'élu, Macron ou Le Pen, il se fichera bien de ce qu'il aura pu dire durant sa campagne. Il gouvernera dans l'intérêt du grand patronat, qui tient son pouvoir de sa domination économique et n'est jamais élu ni contrôlé par personne. Le rôle des élections est justement de masquer ce pouvoir, en laissant croire que chaque citoyen a un droit de vote sur la conduite de l'État pour, au final, le contraindre à choisir entre des candidats qui sont tous du côté de la bourgeoisie.

Pendant les cinq ans où Macron a été président, ses décisions ont favorisé la classe capitaliste, qui n'a jamais été aussi riche qu'aujourd'hui. Par contre, les travailleurs ont payé les conséquences de la crise sanitaire par des licenciements et du chômage partiel. Et aujourd'hui, la flambée des prix enrichit les capitalistes et fait fondre le pouvoir d'achat des plus pauvres avec la complicité du gouvernement.

Le Pen qui n'a jamais gouverné laisse croire qu'elle serait différente. Elle, qui est d'extrême droite, s'est donnée une image bien policée en se présentant comme une mère de famille célibataire qui aime les chats. Mais elle ne vient pas de nulle part. Son parti s'est construit avec des anciens militaires partisans de « l'Algérie française », dont beaucoup ont été membres de l'OAS, cette organisation fasciste qui a commis des centaines d'attentats terroristes et des milliers de meurtres en Algérie et en France dans les années 1960.

Aujourd'hui, la progression des scores des candidats de l'extrême droite à la présidentielle reflète l'accroissement de son influence dans la société. La menace ne vient pas seulement des groupes d'extrême droite plus ou moins virulents, mais surtout de l'appareil d'État lui-même, en l'occurrence la police et l'armée.

Il faut se rappeler la pétition parue il y a un an, signée par des généraux en retraite, qui menaçait d'une intervention de l'armée face à ce qu'ils appelaient « le délitement qui frappe la patrie ». Marine Le Pen, à l'époque, s'était empressée de leur envoyer une lettre de soutien pour leur montrer qu'elle était des leurs.

Croire que Macron serait le moindre rempart contre cela est une grave erreur. S'il est réélu, il masquera la menace toujours présente de cette extrême droite à l'intérieur de l'appareil d'État. Car il n'est pas question pour lui de toucher aux principaux instruments du pouvoir que sont l'armée et la police.

Rien de bon pour les travailleurs ne peut sortir des urnes dimanche. Même des candidats dits de gauche, comme Mitterrand ou Hollande, soutenus par les partis PS et PCF, que le mouvement ouvrier avait créés, ont mené une fois élus, une politique au service des capitalistes. Alors, les travailleurs n'ont aucun intérêt à se diviser entre eux pour un vote où les deux candidats ne cachent même pas qu'ils sont les serviteurs d'un système économique fondé sur l'exploitation des travailleurs.

Dans la situation de crise économique aggravée où les États ont commencé à se réarmer suite à la guerre en Ukraine, c'est aux travailleurs que la classe capitaliste compte bien faire payer l'addition. La simple défense de notre niveau de vie exigera des luttes avec une conscience claire de nos intérêts de classe et de toutes les menaces qui nous visent, y compris celle d'un pouvoir plus répressif et plus dur.

Aujourd'hui, le camp ouvrier n'a plus de parti ou d'organisation assez importante pour faire entendre ses intérêts. Toute la propagande de la bourgeoisie et de ses dirigeants politiques vise à détruire l'idée même que les travailleurs, qui constituent un camp social, puissent représenter un camp politique conscient de ses intérêts de classe. Mais il n'empêche que les travailleuses et les travailleurs sont une force sociale considérable. Ils sont à la base de toute la production et des services nécessaires au fonctionnement de la société, et ils le savent. C'est pourquoi tous les espoirs sont permis.

Et c'est heureux, car ils sont la seule classe sociale capable d'affronter et renverser la classe capitaliste. Ils sont la seule force pouvant ouvrir une perspective autre que le chaos et la guerre vers lesquels nous mène la classe dirigeante actuelle.

Nathalie ARTHAUD

Le Pen : démagogue et ennemie des travailleurs

Pour attirer les votes des électeurs populaires, Marine Le Pen se présente comme la candidate du pouvoir d'achat. Elle promet de supprimer la TVA sur un panier de cent produits alimentaires et d'hygiène. Cette mesure s'ajoute aux précédentes promesses de baisser la TVA de 20 % à 5,5 % sur le gaz, le fioul, l'électricité et le carburant.

Pour financer ces baisses, la candidate du RN a évoqué pour la première fois « une taxe à 33 % sur les rachats d'actions mis en place par les entreprises pour spéculer ». Après Hollande en 2012, Le Pen à son tour semble vouloir se lancer dans le registre : « mon ennemi, c'est la finance ». Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

On a pu voir ce qu'il en était avec Hollande.

Celle qui ose se présenter comme la candidate du pouvoir d'achat ne propose que des baisses de taxes et se déclare catégoriquement opposée à une revalorisation du smic, ainsi qu'à une augmentation générale des salaires. Tout au plus Le Pen envisage-t-elle d'inciter les entreprises à concéder quelques augmentations de salaire en leur promettant des baisses de cotisations. Autrement dit, ce serait aux travailleurs eux-mêmes de se payer indirectement des augmentations de salaires, puisque cela réduirait le financement de la retraite ou de la Sécurité sociale.

Le Pen est une politicienne bourgeoise, respectueuse du pouvoir du

grand patronat, de ses profits et de ses volontés. Le Medef n'a pas eu besoin de beaucoup élever le ton pour qu'elle remballe sa proposition de rétablir à 60 ans l'âge de départ à la retraite pour tous.

Si les outrances racistes de Zemmour lui ont permis d'afficher une image plus policée, elle n'a pas pour autant abandonné le fonds de commerce traditionnel de l'extrême droite, la démagogie sécuritaire, nationaliste et anti-immigrée. Elle et ses partisans, sans même être au pouvoir, rendent bien service à la bourgeoisie, en divisant les travailleurs suivant leur nationalité, leur origine ou leur religion, les dressant ainsi les uns contre les autres.

LFI : c'est la lutte pour des places

À l'issue du 1er tour de l'élection présidentielle, le député LFI Jean-Hugues Ratenon a déclaré : « Le 3ème tour (les législatives) sera décisif ! » ajoutant que l'élection de députés LFI dans les 7 circonscriptions réunionnaises était à portée de main au prétexte que le candidat de la France Insoumise est arrivé largement en tête à La Réunion.

Au niveau national LFI s'est retrouvée au troisième rang derrière Macron et la candidate d'extrême-droite Le Pen. Les dirigeants « insoumis » en tirent argument pour prétendre à une revanche électorale lors de l'élection des députés en juin.

Le sauveur suprême n'a pas été élu mais il appelle les électeurs, qui se sont portés sur son nom, à poursuivre une chimère : une amélioration de leur sort avec seulement le bulletin de vote !

L'imposture continue alors que quel que soit l'occupant du trône élyséen, quelle que soit la couleur de l'Assemblée nationale, c'est bien le

pouvoir du grand patronat qui continuera à s'imposer au détriment de toute la société. Ce sont les crises qui continueront à frapper les plus pauvres et à tenir des millions de travailleurs éloignés des activités de production et de services à la population.

Face à cette aggravation des attaques contre les classes laborieuses LFI désarme la conscience des tra-

vailleurs. Au lieu de les aider à préparer la mobilisation et les luttes collectives puissantes, pour construire le rapport de force indispensable à leur défense, LFI les embourbe dans l'illusion du changement sans combat et sans douleur.

Quand seront terminés les effets de l'anesthésie électoraliste il ne sera plus temps de se demander pour qui sonne le glas.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 23 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 24 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 6 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 7 MAI de 8H30 à 10H00**

Mélenchon : les calculs de LFI et les intérêts des travailleurs

Avec 7,7 millions de voix et 21,95 % des suffrages, il a manqué 500 000 voix à Jean-Luc Mélenchon pour accéder au deuxième tour. Si cette troisième place suscite de l'amertume chez beaucoup de ses électeurs, les cadres de LFI savouraient cette défaite quasiment comme une victoire, car elle impose Mélenchon et ses lieutenants en tête de la gauche.

Si des millions d'électeurs populaires, dont beaucoup de jeunes, ont voté Mélenchon pour chasser Macron en refusant Le Pen, les objectifs des dirigeants de LFI dans cette campagne étaient ailleurs. Depuis dix ans, Mélenchon vise à s'imposer au sein de la gauche gouvernementale en laminant le PS et le PCF, avec les élections législatives en ligne de mire. L'avenir proche dira si les no-

tables qui restent au PS et au PCF ou les ambitieux d'EELV se rallieront et se soumettront à Mélenchon pour assurer leur réélection. Les marchandages et les petits calculs ont déjà commencé.

Si un tel regroupement électoral voyait le jour et permettait d'envoyer au Parlement des dizaines de députés de gauche, sous le label de l'Union populaire, les travailleurs, eux, n'auraient rien à en attendre. Ce n'est pas seulement une question de radicalité du discours ou du programme. En son temps, un Mitterrand avait fait des promesses plus radicales qu'un Mélenchon aujourd'hui. Le véritable pouvoir appartient aux propriétaires des grandes entreprises et des banques, pas aux députés, même quand ils sont majoritaires, et pas même au président.

Ce qui a fait la force des partis ouvriers dans le passé, avant que cette force ne soit dévoyée et dilapidée par les années passées à gérer le système capitaliste, c'était le réseau de milliers de militants implantés dans les entreprises et les quartiers. Ce qu'il est urgent de reconstruire aujourd'hui n'est pas une nouvelle union de la gauche derrière Mélenchon ou un autre, mais un parti révolutionnaire. Les travailleurs ont besoin d'un parti conçu, non pour occuper des places dans les institutions, mais pour les aider à mener les luttes quotidiennes qu'ils entament dans les entreprises et à les conduire aussi loin que possible ; un parti composés de femmes et d'hommes conscients qu'il faut renverser le capitalisme et déterminés à mener ce combat jusqu'au bout !

Pas si insoumis que cela !

S'exprimant à propos de l'augmentation des prix, Ratenon, député LFI, s'est adressé au préfet en ces termes : « *Un prix en fonction de l'offre et de la demande oui, nous acceptons, mais un prix abusif, non. Si les grandes surfaces peuvent appliquer les prix qu'ils veulent, le Préfet peut saisir l'OPMR pour bloquer les prix* ».

Ainsi donc Ratenon se prononce pour la liberté des prix alors même que cette liberté accordée au patronat fait le plus grand malheur des consommateurs populaires. Ratenon souhaite que cette liberté soit encadrée et que le système soit supportable par les classes populaires.

Et au lieu de s'adresser aux victimes de ce système, au lieu de les

inciter à demander des comptes à tous ceux qui profitent de la crise pour s'enrichir sur le dos des plus pauvres, il adresse sa supplique au préfet qui n'utilisera jamais son pouvoir pour limiter celui du patronat et à l'observatoire des prix qui ne dispose d'aucun pouvoir sur la formation de ces derniers !

Quel cinéma !

Castex à la pêche aux voix

Castex, le premier ministre, s'était dit désolé d'avoir dû différer sa venue à La Réunion avant le premier tour de la présidentielle à cause de la guerre en Ukraine. Mais il a réussi à y faire un saut juste avant le deuxième tour pour appeler à voter Macron.

La Réunion où les manifestations de Gilets Jaunes ont été parmi les plus importantes, où un Réunionnais sur 4 vit du RSA et où les salaires sont sensiblement inférieurs à ceux de l'hexagone pour ce qui concerne les ouvriers et les employés du privé, mais aussi des communes, où les travailleurs ne bénéficient toujours pas

des conventions collectives et où le chômage touche en pourcentage quatre fois plus de travailleurs qu'en métropole.

La politique menée conjointement par Macron, Castex et son gouvernement a été appréciée ici à juste titre comme méprisante et hostile aux plus pauvres. C'est donc sur la candidature de Mélenchon que se sont portées une grande partie de ceux qui vomissaient leur pouvoir. Ce dernier a récolté 40 % des suffrages exprimés tandis que Macron devait se contenter de 18 %.

Mais La Réunion étant le département d'outre mer le plus peuplé,

Castex a fini par trouver un créneau dans son agenda pour se poser à La Réunion et tenter de récupérer quelques milliers de voix, aidé en cela par la droite locale pas avare de rappels sur le « vivre ensemble réunionnais », et par les transfuges du PS (Annette, Vergoz, Selly). Il a même fait un appel du pied à Huguette Bello, espérant peut-être un retour de service suite à la décision du gouvernement de contribuer au financement de la finition de la NRL.

Quand le bateau tangue et que leur pouvoir est en cause, Macron et Castex n'hésitent pas à dépenser un « pognon de dingue » !

PCR : Lettre à Macron

Lors du passage de Castex dans l'île, le PCR, par le truchement de son secrétaire général Maurice Gironcel, lui a remis une liste de 10 propositions à soumettre au candidat Macron.

Ce que préconise le PCR n'est pas d'une grande nouveauté : conférence territoriale des élus, des acteurs économiques, un plan pluriannuel d'investissements pour le logement, la santé, l'Éducation, le climat, etc. Et bien sûr, la préservation de la fameuse filière canne chère au parti, autrement dit des millions pour l'usurier Tereos notamment.

Pour ce qui est des aides aux capitalistes, Macron et Castex

peuvent se passer des conseils du PCR. Il savent faire et ils l'ont montré pendant ce quinquennat.

En ce qui concerne les mesures un tant soit peu favorables aux classes populaires, le PCR n'est pas sans savoir que pour les financer, il faut prendre sur les budgets étatiques ou sur les profits des capitalistes.

Mais justement depuis qu'il est au pouvoir Macron a fait exactement l'inverse. Lui et son gouvernement ont supprimé des lits d'hôpitaux, réduit les moyens pour les soignants, pour les enseignants, précarisé l'emploi dans les services publics. En bons serviteurs des intérêts de la grande bourgeoisie, Macron et

Castex ont fait voter des lois pour baisser les allocations chômage, pour arroser les capitalistes de milliards sous prétexte de crise Covid. Macron a déjà annoncé qu'il veut faire travailler les bénéficiaires du RSA pour 7 euros de l'heure et repousser l'âge de la retraite. Macron promet du sang et des larmes pour les travailleurs.

Mais voilà, le PCR n'a rien vu, rien entendu. Car sinon ce sont des luttes d'ampleur qu'il faudrait préparer pour arracher ce qui doit revenir aux classes populaires.

Bien loin de cette supplique ridicule dont la finalité n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Présidentielle : les patrons de l'Outre-Mer dictent leur politique

Dans la dernière lettre hebdomadaire de son organisation, le président de la Fédération des Entreprises d'Outre-Mer (la FEDOM), Hervé Mariton, déclare ne pas vouloir choisir entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen,

Pour ce représentant du patronat des DOM les deux lui conviennent. « Ils ont, dit-il, repris la proposition de la FEDOM d'une loi de programmation destinée à bien fixer une stratégie de développement économique et les moyens qui seront mobilisés ». Une façon de bien faire comprendre

au futur ou à la future élue à la présidence de la république que les patrons d'Outre-Mer attendent d'eux qu'ils consacrent tous les moyens financiers de l'État à faire fructifier leurs affaires.

Sans complexe, Mariton continue en se proposant d'« *aider le futur président à écrire le contenu (de la dite loi)* ». Discret petit rappel à Macron et Le Pen que c'est sous la dictée et le contrôle du patronat que les futures lois seront rédigées.

Pas question, précise-t-il enfin, d'entretenir de « *trop grandes attentes*

de l'action des pouvoirs publics » chez les travailleurs en mal de pouvoir d'achat.

En clair, la consigne de la FEDOM c'est : « pas question d'augmenter le Smic ou d'appliquer les conventions collectives dans les DOM, cela, c'est notre domaine, on s'en occupe et donc rien ne doit bouger ! »

Voilà comment les vrais maîtres de la société s'adressent à leurs larbins politiques qui ne sont là que pour les servir et faire de la figuration !

Des candidats de Lutte ouvrière aux législatives

Comme Nathalie Arthaud a fait entendre les intérêts du camp des travailleurs à la présidentielle, les candidats de Lutte ouvrière seront aux législatives de juin.

Ceux qui ne baissent pas les bras, qui ne se découragent pas, qui s'apprentent à mener des combats de défense et de résistance pourront se compter en votant

pour ces candidats.

Le monde du travail devra se ressaisir de ses instruments de lutte que sont les grèves et les manifestations de masse qui ouvrent de réelles perspectives. La politique utile à la société ne peut être initiée que par ceux qui la font fonctionner ; ils doivent retirer leur pouvoir de nuisance aux exploités capitalistes et aux

parasites bourgeois, comme à leurs serviteurs politiques.

Quand ce moment viendra-t-il, n'est pas la question. Ce moment viendra.

Voter Lutte ouvrière, pour le camp des travailleurs, c'est s'y préparer.

S'alimenter, un privilège ou un droit ?

Les conséquences de l'augmentation des prix des produits de première nécessité, les travailleurs, les chômeurs et les retraités les ressentent quotidiennement parce qu'elle limite leur capacité de consommation et les oblige à des sacrifices y compris sur la nourriture.

Mais l'inflation a aussi un impact sur la capacité financière des communes à fournir les ingrédients indispensables à la réalisation des repas dans les écoles.

Ces dernières années, plusieurs d'entre elles ont décidé de réduire

fortement le prix des repas voire dans certains cas de le rendre gratuit.

L'envolée des prix de l'alimentation vient fragiliser ces dispositifs. Si les prix continuent d'augmenter encore plus, les communes seront peut-être amenées à revoir leur politique de repas à très bon marché qui bénéficie surtout aux familles les plus désargentées.

Sont aussi touchées dans l'affaire les banques alimentaires qui viennent en aide aux plus démunis et dont certaines menacent de fermer faute de stocks de nourriture suffisants pour

faire face à la demande.

L'on peut vérifier ainsi que dans la société capitaliste personne n'est à l'abri d'une dégradation subite de la situation économique et sociale, car ceux qui décident des prix et des productions ne le font qu'en fonction de leurs intérêts égoïstes, jamais dans le sens du bien commun.

Alors retirer des mains des capitalistes la production et la distribution alimentaires de masse est une mesure vitale pour la population mondiale, ce serait une mesure de salut public !

Scandales alimentaires : les récidivistes

En plus des rappels de pizzas Buitoni et de chocolats Kinder, ce sont des fromages produits par les Fromageries de Normandie du groupe Lactalis qui ont été soupçonnés de contamination à la listeria, une bactérie qui peut être mortelle. Le groupe Lactalis a dû rappeler 24 000 produits... Le groupe n'en est pas à sa première affaire. En 2017 déjà, un scandale avait éclaté, car du lait vendu par Lactalis était contaminé à la salmonelle. Des nourrissons déshydratés avaient été hospitalisés. L'usine de Craon, mise en cause, avait fermé pour décontamination en décembre 2017, alors que des prélèvements avaient déjà détecté la présence des bactéries depuis des mois.

Depuis, des centaines de victimes ont porté plainte contre Lactalis mais il n'y a toujours pas de procès en vue.

Pendant ce temps, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les rappels de produits entraînant des risques d'intoxication parfois grave se poursuivent et sont même bien plus fréquents que les scandales révélés dans l'actualité. Car c'est bien la logique du profit qui mène à des économies parfois criminelles. Le site de rappel du gouvernement français signale pas moins de 4 377 références alimentaires non conformes ou dangereuses répertoriées depuis mars 2021, et c'est sans doute une goutte d'eau dans l'océan des prob-

lèmes sanitaires et d'hygiène dans l'industrie. L'essentiel des contrôles est réalisé par les entreprises elles-mêmes, et l'insuffisance des contrôles extérieurs est régulièrement dénoncée par les associations.

Les mieux à même de contrôler réellement la qualité de la production seraient les travailleurs de ces entreprises. Cela voudrait dire commencer par mettre fin au secret industriel et aux menaces de licenciement qui pèsent sur les salariés qui oseraient dire la vérité sur les conditions de production qu'ils constatent.

Chlordécone : vers un non-lieu révoltant mais pas surprenant

Le 25 mars, les juges d'instruction du tribunal judiciaire de Paris déclaraient la fin des investigations dans l'enquête sur l'empoisonnement au chlordécone en Martinique et Guadeloupe. Il n'y aura pas de mise en examen et l'affaire s'oriente vers un non-lieu.

En avril 2021 déjà, le procureur déclarait que les faits étaient prescrits, depuis même le dépôt de la plainte en 2006. Ce pesticide a été interdit en France en 1989, dix ans après son classement comme potentiellement cancérigène. Par déroga-

tion, il a continué à être employé dans les bananeraies de Martinique et Guadeloupe jusqu'en 1993. Des stocks importants ont vraisemblablement été utilisés par la suite.

L'empoisonnement au chlordécone cause, entre autres maladies, plusieurs types de cancers. Aux Antilles, le taux de cancer de la prostate est un des plus élevés au monde. Les plus touchés sont les ouvriers agricoles de la banane : 90 % de la population adulte sont contaminés à divers degrés.

Une partie de la population conti-

nue à se mobiliser pour dénoncer les responsables et exiger que les terres contaminées soient dépolluées. Alors que les empoisonneurs, l'État et les gros planteurs principalement békés bénéficieront probablement d'un non-lieu, des manifestants ont été arrêtés, deux d'entre eux sont emprisonnés.

Ce devrait être aux pollueurs de financer les 3,2 milliards nécessaires à la dépollution des terres. Tous les malades devraient être pris en charge et indemnisés. La lutte pour l'imposer devra continuer.

Engrais : les spéculateurs tuent déjà

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, des famines se préparent, dues aux hausses des prix des céréales. Mais ces famines vont être considérablement aggravées par les hausses des prix des engrais, qui entraînent déjà l'effondrement de la production locale de blé et de maïs.

La fabrication des engrais azotés nécessite beaucoup de gaz, et l'envol de son prix se répercute sur ceux des engrais. De ce point de vue, la guerre en Ukraine a eu un double effet. Car la Russie, en plus d'être un des plus importants fournisseurs de gaz au monde, en est un aussi pour les engrais.

Ensuite, les groupes internatio-

naux, comme le géant norvégien Yara International, ont fait le choix de réduire leur production à cause des coûts d'approvisionnement en gaz, ce qui a encore fait monter les prix. La spéculation, qui s'imisce vraiment partout, s'est engouffrée dans ce secteur aussi. Au point qu'aujourd'hui le niveau des prix est si élevé que même les producteurs d'engrais africains, notamment nigériens, préfèrent profiter de l'aubaine pour exporter leur production au Brésil et en Europe plutôt que de l'écouler sur leur propre continent.

Déjà, l'an dernier, la production de céréales avait chuté dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest à cause

des difficultés d'importation des engrais. Là où cela a été le plus dramatique, c'est au Niger (-36 %) et en Mauritanie (-18 %). Cette année, cela risque d'être bien pire. Tous ces pays vont être coincés entre, d'un côté, une production céréalière locale catastrophique et, de l'autre, des prix internationaux des céréales exorbitants.

Les caméras de télévision sont actuellement braquées sur les champs de bataille d'Ukraine où se déroulent des atrocités, c'est certain. Mais quand montreront-elles les ravages causés par l'ordre impérialiste partout ailleurs ?

Une soif de profit inextinguible

Le patron de Stellantis (anciennement PSA), Carlos Navares a créé le scandale en voulant se faire voter une rémunération de 19 millions d'euros au titre de l'exercice 2021 aux en 2021, à laquelle s'ajoutent des primes, des actions gratuites et rémunérations de long terme pour un montant total de 66 millions d'euros.

Le même individu affiche en

même temps sa volonté de supprimer plus de 2000 postes supplémentaires dans ses usines afin de rentabiliser encore plus pour lui et ses semblables le travail effectué par des dizaines de milliers d'ouvriers.

D'un côté les superprofits que s'accaparent une minorité d'individus, de l'autre des masses de travailleurs toujours plus exploitées et précarisées.

sées.

Dans cette période d'accélération de la guerre que se font les grands groupes industriels, le système capitaliste devient de plus en plus inhumain, de plus en plus étranger, de plus en plus hostile aux travailleurs. Il est irréformable.

Alors, avant qu'il ne puisse nous démolir, réglons-lui son compte !

La galère pour les travailleurs, le pactole pour les banques

2021 a été une année plus que profitable pour les banques de La Réunion.

La CEPAC a empoché quelques 200 millions d'euros de bénéfices en 2021 et les résultats du Crédit Agricole ont été qualifiés d'historiques par ses dirigeants.

Dans ce système économique, les banques concentrent tous les dépôts bancaires. Elles ont la main sur la totalité de l'argent nécessaire aux échanges, mais aussi aux emprunts et aux investissements. Et ce sont elles qui imposent leurs conditions : prêts accordés à qui, pour quel volume et pendant combien de temps et en vue de leur rapporter quels ni-

veaux d'intérêt.

Ce sont elles qui peuvent condamner un projet de construction de maison individuelle ou pousser à la faillite une petite entreprise artisanale. Mais ce sont elles aussi qui n'hésitent pas à venir au secours des capitalistes qui ont joué leurs capitaux dans des investissements risqués en faisant une croix sur tout ou partie de leurs dettes (exemples locaux Caillé ou Apavou).

Ce sont elles qui s'enrichissent en période de crise avec les crédits revolver, les crédits à la consommation que contractent les familles populaires incapables de financer l'acquisition d'une automobile ou

d'un équipement ménager pour cause de salaires insuffisants.

Dans le système capitaliste, les prédateurs sont légions, mais les banques sont reines.

Les exproprier, les fondre dans une seule grande banque sous le contrôle des classes laborieuses permettrait de voir d'où vient l'argent, à quoi, à qui il sert et de l'utiliser à plein pour répondre aux besoins des personnes, des collectivités et de l'économie, car délivré de l'obligation de rémunérer leurs gros actionnaires !

Justice de classe !

Récemment un jeune délinquant de 21 ans a été condamné à 6 mois de prison ferme pour avoir fait un bras d'honneur au président du tribunal de Saint-Denis alors qu'il était jugé pour une énième infraction à la loi (vol à l'étalage, conduite sans permis, etc.)

Comportement inapproprié à jugé le tribunal et condamnation à l'enfermement d'emblée.

La justice sait se montrer intraitable avec ce genre de petite peinture. Elle l'est beaucoup moins avec les délinquants de haut vol en col blanc, avec les patrons qui « omettent » de payer leurs salariés pendant des mois ou qui les licencient pour un oui, pour un non ou qui confondent leur argent avec celui de l'entreprise !

Quand la recherche spatiale française boit la tasse...

Jeudi 14 avril, 600 salariés du Centre National d'Études Spatiales (un tiers de l'effectif), à Toulouse et Kourou en Guyane, se sont mis en grève pour dénoncer le manque de moyens alloués par l'État pour y poursuivre leurs recherches et exiger des augmentations de salaires.

Ils ont dénoncé le fait que le gouvernement exige du CNES de prendre 1,5 milliards d'euros sur son budget pour financer la sous-traitance et les start-ups alors que le centre manque cruellement de chercheurs, car ses finances ne permettent plus d'embaucher et risquent de remettre en cause les projets spatiaux du CNES, la coopération avec les autres nations et même un programme visant à mesurer la salinité des océans.

Pour un gouvernement qui aime à rappeler que la formation et la recherche font partie de ses priorités et que la France est la deuxième puissance maritime du monde, ça ne manque pas de sel !



Bolloré Africa Logistics : la poule aux œufs d'or

Le 31 mars, a eu lieu la vente des activités portuaires et logistiques en Afrique du groupe Bolloré à un autre géant du secteur, pour un montant de 5,7 milliards d'euros.

C'est l'équivalent de presque quatre fois le budget annuel de l'Éducation de la Côte d'Ivoire. Et ce n'est encore que la partie émergée de ce que Bolloré a gagné avec sa filiale Africa Logistics. C'est au début des années 1980 que ce capitaliste spécialisé dans le papier a investi en Afrique, à la faveur de privatisations d'installations portuaires. Aujourd'hui, elle est considérée comme l'activité la plus rentable du groupe, à l'ombre des dictatures protégées par l'armée française. Les profits issus du travail de plus de vingt mille salariés qui chargent et déchargent des marchandises dans 42 ports d'Afrique et les transportent par camions appartenant à Bolloré ou en utilisant trois concessions ferro-

viaires, sont allés dans la poche de Bolloré père et fils. Ils s'en sont servis pour mettre la main sur l'agence de publicité Havas, la chaîne CNews, Hachette, des groupes de presse.

Le repreneur, MCS (Mediterranean Shipping Company), est un groupe basé en Suisse appartenant à une famille italienne qui dispose déjà d'une flotte de 560 navires et plus de 100 000 employés, avec la gestion de terminaux à Singapour, à Long Beach en Californie et à Rotterdam. Le rachat de Bolloré Africa Logistics permettra de relier ce réseau aux terminaux africains et, de là, à l'intérieur du continent. MCS a les moyens d'une telle acquisition grâce aux profits faramineux qu'il réalise en participant, comme ses concurrents, à la flambée des prix du transport maritime et aux tensions sur la chaîne d'approvisionnement.

Tous ces groupes ont une part de responsabilité dans la famine qui s'annonce en Afrique. La solution se-



rait de les exproprier pour que leurs puissants moyens de stockage et de transport, maritimes et terrestres, servent à acheminer des biens de première nécessité là où ils manquent cruellement.

Famine en Afrique : capitalistes affameurs

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), l'explosion des prix alimentaires, et plus particulièrement ceux des céréales, va provoquer d'ici le mois de juin une famine touchant plus de 38 millions de personnes dans les pays du Sahel.

En dix ans, la situation n'a jamais été aussi dramatique dans cette partie de l'Afrique, qui est pourtant en permanence ravagée par la faim et la misère. Pour beaucoup, la flambée

des prix des céréales signifie une condamnation à mort, car presque tout leur budget sert à acheter du pain, du riz ou du maïs.

Cette hausse des prix est une conséquence directe de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, qui figurent parmi les principaux pays exportateurs de blé dans le monde. Mais elle n'est pas due à la pénurie de blé car, dans ces deux pays les récoltes ont bien été engrangées l'été dernier et en sont ensuite sorties. Elle

est due à la spéculation sur les céréales à laquelle se livrent actuellement les capitalistes. Dans un système basé sur le profit, les pires crimes sont permis, du moment qu'ils rapportent gros.

Cette flambée des prix a des conséquences d'autant plus catastrophiques pour les pays du Sahel qu'ils doivent acheter sur le marché mondial la plus grande partie des céréales, et plus généralement des produits alimentaires. Cette situation n'a rien de naturel, elle est imposée par la domination impérialiste depuis plus de 150 ans. Les paysans africains ont été contraints pendant la colonisation, principalement française au Sahel, à abandonner les cultures vivrières au profit de productions susceptibles d'être vendues sur le marché mondial.

Si le capitalisme tue par la guerre, il tue aussi par la spéculation et la course au profit.

Africabusinessagency.com



La récolte du coton au Tchad

AFRIQUE DU SUD

Quand les catastrophes climatiques s'ajoutent à la misère

Des précipitations catastrophiques ont provoqué l'inondation de quartiers entiers de la ville portuaire de Durban en Afrique du Sud (est/côté Océan indien).

Plusieurs centaines de morts ont été recensées, comme au Mozambique en début d'année avec le passage de plusieurs cyclones. Ce sont les Sud Africains les plus pauvres logeant dans les townships (bidonvilles), dans des cases faites de bois et de tôles, qui ont payé le plus lourd

tribut à cette occasion.

4000 maisons ont été rasées et 13 500 endommagées. Ce sont les enfants des familles les plus pauvres qui sont d'ores et déjà privés d'école, manqueront encore plus de tout : d'eau, de nourriture, de vêtements, de médicaments.

Le déluge qui s'est abattu sur la région du KwaZulu-Natal n'a fait qu'aggraver et rappeler que la classe ouvrière sud-africaine, majoritairement noire, est toujours réduite à

vivre, malgré la fin de l'apartheid, dans des conditions totalement injustes et inhumaines.

Il est peut-être difficile d'échapper aux déluges, mais en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, l'humanité peut s'en défaire !

MALI

L'armée française a montré l'exemple des exactions

Fin mars, trois cents civils ont été assassinés dans une ville du centre du Mali. L'armée malienne et des mercenaires russes du groupe Wagner sont accusés d'avoir perpétré ces exactions. Les dirigeants français, eux aussi responsables de bien des crimes au Mali, crient au scandale.

L'armée française a mené au Mali des opérations militaires depuis 2013. Loin d'apporter la paix et de lutter contre le terrorisme, elle y a commis tant de crimes et de violences contre la population que celle-ci, fatiguée et en colère contre la domination française et son soutien sans faille aux dictateurs corrompus successifs, a fini par manifester contre la présence de l'ancienne puissance coloniale.

Cette situation a permis, en mai 2021, qu'une junte militaire s'empare du pouvoir. Évidemment, ce changement de régime n'a pas mis fin à la présence de groupes djihadistes dans le nord du pays, ni aux violences que commettent les différents groupes armés. La junte militaire en place a fait appel à des mercenaires russes pour, dit-elle, poursuivre la lutte contre les terroristes. C'était d'ailleurs une des raisons de la colère de Paris, qui ne



pouvait supporter de voir ce pays considéré comme son pré carré passer sous la tutelle des Russes. Le gouvernement français a donc décidé d'en retirer ses troupes en février 2022. Il a aussi voulu punir la population, en imposant un blocus criminel, qui n'entame pas pour l'instant le soutien de celle-ci à ce nouveau régime militaire.

La population continue à payer le prix fort du chaos dans la région. Le dernier massacre en date, à Moura, le montre. Sous couvert de s'en prendre à des djihadistes, des soldats maliens

et des mercenaires russes ont exécuté durant plusieurs jours des centaines de civils, après avoir cadenassé la ville. Mais faire croire que ces crimes sont une exclusivité des mercenaires russes, comme le font les dirigeants français, est un mensonge. Son soutien aux dictatures a aussi toujours laissé les mains libres aux soldats pour tuer, torturer, violer et piller, quand ce n'était pas directement les officiers français qui apprenaient aux soldats africains comment le faire.

GRÈCE

Grève contre la vie chère

Le 6 avril, en Grèce, une grève générale a paralysé l'économie, en particulier les services publics, pour protester contre la hausse du coût de la vie et pour l'augmentation des salaires.

La hausse du coût de la vie est en effet catastrophique. Officiellement, de mars 2021 à mars 2022, l'inflation atteint presque 9 %. Mais, sur la même période, certains prix ont littéralement crevé les plafonds : 79 % de hausse pour l'électricité, 68 % pour le gaz, 58 % pour le fioul de chauffage. Dans l'alimentaire, on compte 20 % de plus pour l'huile, 7 à 8 %

pour les fruits, le pain, le lait, 6,5 % pour la viande. Tous ces produits tiennent dans le budget des travailleurs une part bien plus importante que les statistiques gouvernementales ne le reconnaissent.

Après douze ans de crise sous différents gouvernements, le chômage a officiellement diminué de moitié, mais grâce à des contrats courts et à mi-temps. Un salarié du privé sur deux gagne moins de 800 euros brut par mois. Dans le public, les travailleurs qui ont vu leur salaire baisser de 30 % dans les années 2010

n'ont pas eu de revalorisation. Plus de 400 000 jeunes ont quitté le pays, fuyant les bas salaires, les conditions de travail dégradées. De nombreux travailleurs ont deux emplois pour boucler les fins de mois. Depuis 2010, les retraites ont subi vingt-sept diminutions successives. Beaucoup de travailleurs, dont des retraités, sont réduits à la soupe populaire.

La politique du gouvernement consiste à servir les capitalistes grecs ou étrangers, aux dépens des travailleurs sommés de payer une dette perpétuelle aux créanciers européens ou américains.

UKRAINE

L'impérialisme fait la guerre par peuple interposé

Depuis que le Kremlin a cessé de faire bombarder la capitale ukrainienne pour concentrer ses forces sur le Donbass, les dirigeants européens s'y pressent. On les y voit défiler, sinon pour aider l'Ukraine comme ils le prétendent tous, du moins pour prendre la pose devant les caméras de télévision en appelant les Ukrainiens à résister.

La présidente de la Commission européenne, Ursula van der Leyen a ouvert le bal le 8 avril, accompagnée du Premier ministre de Slovaquie. Le lendemain, ce fut le tour du chancelier autrichien, puis du Premier ministre britannique, Boris Johnson.

Certains signalent que, l'armée de Londres n'ayant plus l'usage des armements que Johnson offre à l'Ukraine, cela ne lui coûte guère. Mais cela peut lui rapporter sur le terrain de la démagogie va-t'en guerre.

Derrière leurs discours, les chefs d'État et de gouvernement, les états-majors et les milieux d'affaires des grandes puissances voient en réalité favorablement la poursuite de cette

guerre fratricide. Les raisons sont multiples : commerciales pour les marchands d'armes, mais aussi pour les capitalistes profiteurs de guerre ; politiques pour les dirigeants des États occidentaux, qui voient dans cette guerre où la Russie s'est embourbée une occasion de l'affaiblir.

Ce ne serait pas la première fois que, sans entrer eux-mêmes directement en guerre, ils feraient la guerre avec la peau des autres peuples. Entre 1979 et 1989, les États-Unis ont réussi à affaiblir l'Union soviétique en la laissant intervenir en Afghanistan, tout en soutenant financièrement et militairement les

guérillas islamistes sur place. Entre 1980 et 1988, l'impérialisme américain dressa l'Irak, son allié, contre l'Iran, fournissant des armes aux deux camps afin que ces deux puissances régionales s'épuisent mutuellement.

Aujourd'hui, les puissances de l'OTAN et la Russie se livrent à un bras-de-fer guerrier en Ukraine. Mais comme les États-Unis et leurs alliés ne veulent pas d'un affrontement direct, c'est le peuple ukrainien qui leur sert de chair à canon. Et les massacres qui se multiplient, les horreurs de la guerre leur servent de justification pour la poursuivre.



Johnson et Zelensky à Kiev, le 9 avril

RUSSIE

« Du sang et des larmes » pour la population

Malgré la censure, les arrestations et les condamnations, qui continuent, de ceux qui critiquent les fauteurs de guerre au pouvoir, la population voit revenir les cercueils des soldats tués en Ukraine. Même si le Kremlin ne les a pas chiffrés, ces pertes seraient de près d'un militaire sur quinze engagés sur le terrain.

Quant à la situation économique, elle ne cesse de se dégrader. Toutes les usines d'automobiles à capitaux étrangers sont à l'arrêt, de nombreuses entreprises à capitaux russes ne tournent plus qu'au ralenti. Le Premier ministre a annoncé que toute la hausse du Produit intérieur brut (PIB) serait absorbée par l'indemnisation des entreprises en berne ainsi

que des travailleurs ayant perdu leur emploi. Et il est probable que cela ne suffira pas car, il l'a dit, la situation va empirer sur le plan du chômage. Alors le soudain semblant de franchise du pouvoir n'est rien d'autre qu'une façon de préparer l'opinion et les classes populaires aux sacrifices qu'il va exiger d'elles.

La presse économique russe et internationale a chiffré que les sanctions auraient fait perdre aux oligarques près de la moitié de leur fortune. Mais même ainsi, les nantis de Russie ont plus que de quoi voir venir. Mais ce qu'ils voient venir, ce sont de nouvelles vagues de sanctions, une guerre qui, en s'enlisant, entrave la marche de leurs affaires.

Du coup, certains recommencent à regimber, tel Deripaska, le roi de l'aluminium, qui avait déjà froncé au début de la guerre. Il demande maintenant que l'on fasse toute la vérité sur les responsables de la tuerie de Boutcha. Il veut se dédouaner vis-à-vis des instances du monde impérialiste, quitte à critiquer ceux qui mènent cette guerre du côté russe et la façon dont ils la mènent.

Poutine procède à une valse des responsables à la tête de l'armée et des services de renseignement. En désignant des boucs émissaires, il veut donner le change. Combien de temps le pourra-t-il encore si cette guerre s'éternise ?

Grève des assistants familiaux : sans moyens, comment aider les autres ?

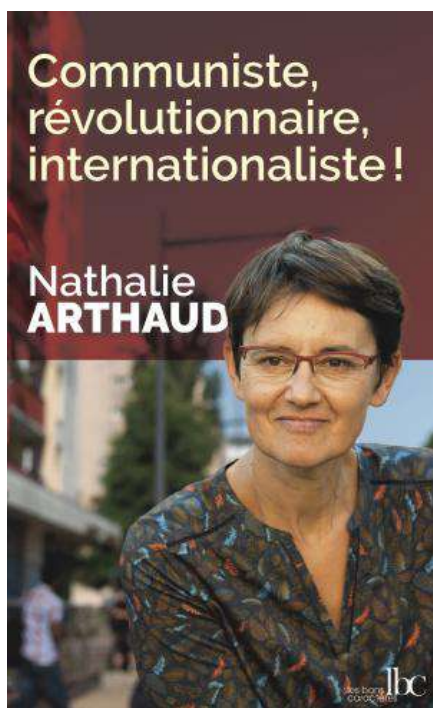
Lundi 11 et mardi 12 avril, les assistants familiaux se sont mis en grève et ont manifesté leur mécontentement devant le Conseil général. Ils revendiquaient le doublement de leur indemnité d'entretien pour les enfants pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance estimant qu'avec la hausse des prix, le montant de l'allocation

que leur allouait la collectivité ne couvrait pas les dépenses engagées par eux pour s'occuper des enfants.

Au bout de deux jours, la direction du Conseil général décidait de leur accorder une rallonge (transitoire et pour une durée de quatre mois) d'un million d'euros.

Il aura donc fallu qu'ils se

mettent en rogne pour que l'administration accepte de passer à la caisse. En tout cas, une fois de plus, démonstration est faite que l'argent ne manque pas dans cette société, mais qu'il faut être déterminé à aller le chercher



Dans ce livre, Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière, revient ici sur les principales idées qui fondent sa révolte et son militantisme. Elle aborde avec vigueur les problèmes du monde actuel : l'exploitation capitaliste, le sort réservé aux migrants, le saccage de l'environnement, les méfaits de l'impérialisme, le racisme et la misogynie, la pandémie de Covid-19 et son cortège d'injustices, de souffrances, d'obscurantisme aussi. Au fil des pages, Nathalie Arthaud dessine ce que pourrait être un autre monde, fondé sur l'exercice partagé du pouvoir par l'ensemble du monde du travail, avec une économie orientée vers la satisfaction des besoins des hommes et des femmes de notre planète et non vers la recherche du profit privé....



Deux brochures sur l'Ukraine

• Il y a sept ans, le 6 mars 2015, lors d'un Cercle Léon Trotsky, Lutte ouvrière analysait le conflit dans lequel était déjà plongée l'Ukraine.

On peut consulter cet exposé sur notre site:

[https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/\[1\]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-1](https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/[1]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-1)

Pour le commander, envoyer deux timbres à 1,43 euro.

• La question ukrainienne de Léon Trotsky.

Prix: 1 euro - envoi contre deux timbres à 1,43 euro.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal **Lutte ouvrière - Île de La Réunion** pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282